



## **Rassemblement devant le tribunal de Versailles le 28 janvier à 10h suite à la convocation d'assignation d'un camarade de Storengy Beynes**

Depuis le 5 décembre 2019, une mobilisation puissante et inédite par son ampleur et sa durée a débuté contre un projet de destruction de nos régimes de retraite et pour l'amélioration des conditions de travail, plus de solidarité et une égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Face à la détermination des grévistes et salariés en lutte, face au soutien d'une majorité de la population, gouvernement et patronat jouent le pourrissement mais aussi la répression, policière et/ou judiciaire, ce que la CGT a dénoncé dans un communiqué du 17 janvier.

Les électriciens et gaziers, forts de leur attachement au service public et au progrès social, sont très engagés dans ce conflit social. Sur le site de stockage de gaz Storengy de Beynes, comme dans d'autres lieux de travail, les jours de grève s'accumulent, avec la tenue de piquets de grève devant le site. Le 24 janvier, Arnaud Boulay, secrétaire adjoint du syndicat CGT du personnel des industries gazières, a reçu une convocation devant le tribunal de Versailles, à la demande de Storengy qui souhaite voir le piquet de grève expulsé.

Storengy est une filiale du groupe Engie (ex GDF-Suez), leader dans l'électrification ferroviaire ou la chaîne du froid alimentaire et ambitionne de devenir leader mondial de la transition énergétique en 2021. Après les projets de démantèlement d'EDF, Engie vient d'ailleurs d'annoncer une réorganisation interne d'ampleur, qui suscite de fortes craintes chez les salariés. Il y a quelques jours, la DG d'Engie parlait dans une interview à entreprendre de « progrès harmonieux. » Pour la CGT, il n'y a pas de progrès sans reconnaissance du travail et des besoins des usagers, sans services publics échappant aux logiques de profits, sans réduction et prise en compte de la pénibilité.

L'UD CGT des Yvelines et le syndicat SPIG-CGT appellent à un rassemblement le 28 janvier à 10h devant le tribunal de Versailles, pour la défense des libertés syndicales, l'abandon du projet de réforme des retraites et l'amélioration du système actuel.